

# UNE ATTAQUE SANS PRÉCÉDENT CONTRE LES SERVICES PUBLICS

LE GOUVERNEMENT APPELLE ÇA « RÉFORMES ET MODERNISME »  
IL NE S'AGIT EN FAIT QUE D'UN ALIBI ULTRA LIBÉRAL.

Avec la contre-réforme des retraites, les attaques implacables contre tout le système de la protection sociale, les compressions des salaires, les hausses de la précarité et du chômage, les plans d'austérité qui frappent l'ensemble des salariéEs de plein fouet et dans tous les domaines ... Avec, ces derniers mois, le pacte de responsabilité offrant des milliards d'euros aux entreprises, le gel des seuils limitant la représentativité collective des salariéEs et donc de leurs droits, l'attaque des services publics comme la SNCF, l'agrément de l'accord Unedic au détriment des intermittentEs, précaires et chômeurEs, la réforme territoriale en cours dont l'objectif principal clairement affiché est la réduction des dépenses publiques et celle du nombre des fonctionnaires, territoriaux en particulier... Avec l'organisation de la conférence dite sociale pour l'emploi des 7 et 8 juillet 2014, dénoncée dans un communiqué dès le 3 juillet par notre Union Syndicale Solidaires comme une « conférence sans social et sans emploi » qui n'était « qu'une opération de propagande pour mettre en musique la partition du patronat » ... Le gouvernement relayé par les médias n'a de cesse de pointer du doigt celles et ceux qui s'opposent à cette politique, qualifiéEs de rétrogrades s'arc-boutant sur le passé et leurs privilèges, incapables de s'adapter aux évolutions du monde moderne, de l'État et des règles qui l'accompagnent. Sans parler des fonctionnaires définiEs comme des privilégiéEs bénéficiant d'un « travail à vie », coûtant cher à la collectivité pour des services tatillons et dégradés.

Mais, nous ne le répéterons jamais assez : les dépenses publiques, ce sont le financement des infrastructures, des aides et prestations sociales et aussi les services publics (les hôpitaux, les écoles, les collèges et les lycées, les crèches etc). Autant de services publics qui garantissent un accès ainsi qu'un traitement égal à toustEs, quels que soient la situation sociale et géographique, l'âge, l'origine. En ce sens, les services publics concourent à la lutte contre les inégalités et les discriminations.

## Solidaires FONCTION PUBLIQUE



### Où se trouve le modernisme :

dans le retour à la loi de la jungle pour chacunE d'entre nous, plus d'accès aux collèges, aux lycées, aux soins, aux hôpitaux selon les assurances privées que l'on a pu ou non se payer, avec sur le bord de la route nombre de laissés pour compte ?

Nos gouvernants, avec Thierry Mandon, chargé de la réforme de l'Etat, voudraient simplifier les règles. Certes, mais pour les tenants de cette politique, cela consiste à supprimer toutes les obligations sociales pour les employeurEs et, pour cela, en particulier, « simplifier » le Code du Travail, c'est à dire supprimer ce qui reste encore de la protection des salariéEs dans le cadre du droit du

travail (licenciements, contrats de travail, conditions de travail, durée légale de travail, travail dominical, etc) ou encore remettre en cause les seuils de la représentativité collective des salariéEs.

### Où se trouve le modernisme :

dans la réduction toujours grandissante et la suppression des droits individuels et collectifs des salariéEs face à leur employeurE ?

Dans le même sens, on nous rabâche, pour mieux nous tromper, que l'État ne doit pas être une entrave à l'entreprise et doit s'adapter et se moderniser. Le dernier discours de M. Valls à l'université du MEDEF et la nomination de l'ancien banquier de Rothschild, Emmanuel Macron comme ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique en disent long sur la volonté de destruction de l'État social et de la casse de ce qui reste encore des droits des salariéEs.

### Où se trouve le modernisme :

dans la destruction des dépenses sociales et des derniers restes de l'héritage de l'État Providence ? Dans la loi du plus fort et la destruction de toutes les solidarités issues de l'esprit du Conseil National de la Résistance ?

**Il est urgent de reconstruire une mobilisation sociale pour imposer une autre répartition des richesses et refuser de payer l'austérité à la place des puissances financières et patronales. Ce faisant, nous ferons également reculer la montée de l'extrême droite et de ses idées nauséabondes qui prospèrent sur la situation économique et sociale d'aujourd'hui.**